

# Solidarité avec les dispensaires sociaux en Grèce

Par Marie France Deprez<sup>1</sup>



© Krasnyi Collective / Karim Brikci-Nigrassa

AU SEIN DE LA FGTB, LE DÉPARTEMENT DES SOINS DE SANTÉ (TRAVAILLEURS DES HÔPITAUX PUBLICS) DE LA CGSP-ALR<sup>2</sup> EST évidemment en première ligne pour observer les mesures drastiques de restriction dans le secteur des hôpitaux publics et des soins aux patients, l'augmentation du prix des médicaments, la diminution des remboursements...

Ces mesures, dont certaines trouvent leur origine dans les traités européens, ont connu un coup d'accélération dès la mise en place du gouvernement Michel en octobre 2014. Maggie De Block, la nouvelle ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, est devenue l'emblème de cette mise à mal du secteur de la santé. Sans nous appesantir sur les chiffres, nous savons, en tant que travailleurs dans les soins de santé et/ou potentiels patients, combien nous sommes tous concernés par la situation de ce secteur.

Concrètement, chaque jour, les permanents, les délégués syndicaux sont confrontés à des difficultés supplémentaires. C'est pourquoi certains d'entre eux ont cherché de nouveaux moyens de faire comprendre la complexité de la situation dans laquelle se trouvent actuellement les soins de santé et ont eu l'idée de coupler les analyses et les actions locales ou générales avec une action de solidarité transnationale. Comme on le répète souvent, la Grèce sert de laboratoire aux mesures décidées par l'Union européenne<sup>3</sup>. Le secteur de la santé y a été particulièrement déstructuré et sans la création des dispensaires sociaux, la situation y serait complètement catastrophique.

Partant de ces constats, la CGSP-ALR a décidé de mener une action de solidarité à l'égard des dispensaires sociaux grecs. Elle a principalement pris la forme d'une récolte de médicaments et de fonds qu'il a fallu ensuite acheminer vers la Grèce. C'est cette démarche, ses buts et ses caractéristiques propres que nous nous proposons de décrire depuis la prise de décision concernant l'action jusqu'à la livraison des médicaments...

<sup>1</sup> Marie France Deprez a suivi une formation universitaire scientifique avant de travailler dans des secteurs très différents (dans un laboratoire de génétique à l'Institut de botanique de l'ULg, à l'asbl Éducation-Environnement, dans une réserve naturelle à Waremme, comme professeur de français en Chine, puis comme vendeuse). Aujourd'hui retraitée, elle se définit comme citoyenne et militante. Elle a fait partie de cette délégation qui s'est rendue en Grèce en janvier 2017.

<sup>2</sup> CGSP-ALR pour Centrale Générale des Services Publics, secteur des Administrations Locales et Régionales.

<sup>3</sup> Gabriel COLLETIS, « La Grèce : laboratoire d'expérimentation pour l'Europe ? », *Mediapart*, 12 décembre 2011, [En ligne] <https://blogs.mediapart.fr/gabriel-colletis/blog/121211/la-grece-laboratoire-dexperimentation-pour-leurope> ;

Robert GIL, « Grèce, laboratoire de l'Europe », *Agora vox*, 11 mars 2012,

[En ligne] <https://www.agoravox.fr/actualites/europe/article/grece-laboratoire-de-l-europe-112076> ;

Interview de Nicolas Vernicos, « La Grèce est devenue un labo pour l'Europe », propos recueillis par Elisa Perriguer à Athènes, paru sur le site de *La Tribune*, 14 juin 2012, [En ligne] <https://tinyurl.com/yc2en6om>.



Équipe de préparation du brunch du 11 décembre 2016.

## Naissance de l'idée

C'est Francine Dekoninck, une militante - pensionnée de la section syndicale de l'hôpital Brugmann à Bruxelles qui a fait cette proposition d'abord aux permanents, puis lors d'une assemblée générale de la section Brugmann. Après avoir rappelé qu'autrefois, la CGSP avait mené des actions de solidarité envers des pays en situation sanitaire difficile<sup>4</sup>, elle a suggéré de réutiliser ce mode d'intervention vis-à-vis de la Grèce.

Ce qui est particulièrement frappant dans le cas de ce pays, c'est la rapidité avec laquelle la situation s'est dégradée. Le système de santé grec était relativement jeune car il avait dû se restructurer après la fin de la dictature des colonels en 1974. Ce n'est que dans les années 1980 qu'avaient été mis en place des hôpitaux publics, des polycliniques et des cliniques publiques dans les campagnes, des centres de dépistage et de prévention gratuits.

Convaincue que ce qui se passait en Grèce était non seulement grave pour la population grecque mais témoignait aussi d'une menace potentielle pour notre système de santé, la CGSP de Brugmann adopta l'idée lors de cette AG. Elle a, par la suite, été proposée en AG de tous les hôpitaux publics bruxellois où elle fut approuvée. Les délégués la votèrent à l'unanimité, même si par la suite, tous les hôpitaux ne s'investirent pas de la même manière dans cette campagne de solidarité.

## La mise en œuvre

Très vite, il apparut nécessaire pour la réussite du projet de l'élargir à d'autres composantes que le seul syndicat. La première envie fut de prendre contact avec des groupes militants sur la question grecque. Il faut rappeler que l'été précédent avait été marqué par de nombreuses manifestations de soutien à la résistance du peuple grec et notamment au vote « non » lors du référendum du 5 juillet 2015<sup>5</sup>. Un contact a été pris avec Yiorgos Vassalos membre de « l'Initiative de solidarité avec la Grèce qui résiste »<sup>6</sup> et avec le CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes dont un membre, Éric Toussaint, participait au comité d'audit mis en place à propos de la dette grecque). Des réunions ont eu lieu dans les locaux de la Régionale CGSP de Bruxelles, rue du Congrès avec des représentants de « l'Initiative », du CADTM et des militants de diverses organisations qui avaient participé aux mobilisations de l'été. Par la suite, l'association « Friends of Elliniko »<sup>7</sup> s'est aussi jointe au projet. Elle travaille dans plusieurs pays d'Europe en organisant des collectes pour le dispensaire d'Elliniko à Athènes. Leur expérience dans la récolte de médicaments a été particulièrement utile. Ils ont précisé les règles à respecter à propos des dates de péremption, des formes de médicaments à récolter (ex. : accepter les comprimés et les gélules, mais pas les sirops, les gels qui peuvent s'altérer une fois entamés...), tout en donnant des informations sur le transport des médicaments et du matériel médical (fauteuils roulants, stéthoscopes...).

<sup>4</sup> Dans les années 1980, par exemple, des actions avaient été menées envers les mineurs en grève en Angleterre et aussi envers le syndicat Solidarnosc en Pologne où une caravane de camions avait sillonné plusieurs villes.

<sup>5</sup> Le référendum grec a été mené à l'initiative du gouvernement d'Alexis Tsípras à la suite de l'échec des négociations avec la Troïka (c'est-à-dire l'alliance de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne et du Fonds monétaire international pour superviser les plans de sauvetage et ses implications dans les États membres de l'Union européenne). Dans le cadre de la crise de la dette publique grecque, ce référendum portait donc sur l'acceptation ou le refus des nouvelles propositions de l'UE, de la BCE et du FMI. Malgré les pressions exercées par l'Europe, le « non » l'emporta avec 61,31 % des suffrages. Cependant, par la suite, le gouvernement SYRIZA (« coalition de la gauche radicale ») se plia aux exigences de l'UE. Voir notamment : « Qu'est-ce que la Troïka ? », *Toute l'Europe*, 18 février 2015, [En ligne] <https://www.touteurope.eu/actualite/qu-est-ce-que-la-troika.html>.

<sup>6</sup> Il s'agit d'une initiative d'un groupe de Grecs, résidant et travaillant en Belgique, conscients de l'importance de la lutte actuelle en Grèce et de ses implications, dans un futur proche, pour la société en Europe et dans le monde. Elle existe depuis mai 2010.

<sup>7</sup> Pour plus d'information, voyez leur site : [www.elliniko-friends.eu](http://www.elliniko-friends.eu).



Au dispensaire d'Elliniko (Athènes). À GAUCHE, un pharmacien, avec notre valise en avant-plan. © Krasnyi Collective / Karim Brikci-Nigassa.

Au fil des réunions, les idées se sont multipliées en vue de la collecte et de son élargissement, les actions se sont diversifiées. Bien sûr, l'accent fut mis sur la collecte à la CGSP-même (tous secteurs confondus) et dans les hôpitaux. Une affichette fut créée de manière à identifier les cartons placés à l'entrée des différents bâtiments où tout un chacun pouvait déposer ses dons. Les cartons se sont vite remplis. Plusieurs personnes, stimulées par l'enthousiasme engendré par la démarche, ont individuellement récolté dans leur famille, leur quartier, les pharmacies proches de chez eux, etc.

Cependant les contacts noués avec le dispensaire d'Elliniko mettaient en évidence l'absence de certains médicaments spécifiques que notre simple récolte ne permettrait pas d'obtenir avec certitude. De là est née l'idée de récolter de l'argent pour l'achat de certains médicaments précis. Pour la collecte de fonds, il semblait normal d'organiser un repas et un événement musical. Pour le repas, chacun s'est mobilisé et tout fut fait par les militants eux-mêmes, bénévolement de A à Z, cuisine grecque bien sûr ! Pour l'intermède musical, des contacts furent pris avec différents groupes, et finalement, c'est le groupe bruxellois Passatempo Rebetika<sup>8</sup> qui accepta de jouer pour l'action de solidarité.

Deux questions restaient en suspens, l'une concrète, *comment trouver une salle ?*, l'autre de fond, *comment faire en sorte que cette soirée fasse avancer la prise de conscience de la situation sanitaire en Grèce et chez nous ?* La première fut réglée par des contacts avec le Garcia Lorca (un centre socioculturel du quartier des Foulons à Bruxelles) qui devint notre partenaire en mettant ses salles gratuitement à notre disposition. Pour régler la seconde, il fallait organiser des prises de paroles. Grâce aux « Friends of Elliniko », nous avons pu inviter le docteur Giorgos Vichas, un cardiologue, fondateur et responsable du dispensaire social d'Elliniko à Athènes. La rencontre entre lui et Carine Rosteleur, Secrétaire régionale de la CGSP-ALR, a permis de mettre en avant les difficultés rencontrées en Grèce et celles identiques qui commencent à apparaître en Belgique. La discussion avec la salle s'est largement engagée, beaucoup d'infirmiers, d'aides-soignants, de médecins présents avaient des expériences concrètes à faire connaître, des exemples tangibles à partager de dégradation dans les conditions de travail et les soins aux patients. Cela a permis de mettre en évidence les ravages causés par les politiques d'austérité imposées par l'UE et les privatisations qu'elles entraînent. Cette soirée est donc allée bien au-delà de la seule récolte de fonds et s'est révélée très riche en discussions politiques, tandis que le repas et le concert nous plongeaient dans la culture grecque et nous permettaient d'échanger avec des ressortissants grecs vivant en Belgique.

Par la suite, il y eut aussi un brunch solidaire, le 11 décembre 2016 dans une salle mise à disposition par une militante (entente de voisinage), également préparé par des bénévoles. S'il permettait de récolter de nouveaux fonds, ce brunch fut une opportunité, environ un mois avant la clôture de l'action, de présenter l'état d'avancement de celle-ci à ceux qui y avaient participé de quelque manière que ce soit<sup>9</sup>. Là aussi l'ambiance était faite de discussions, de rencontres et d'aspects plus festifs (comme lorsque la mère d'un militant d'origine grecque a entraîné de nombreux participants dans une leçon de danse traditionnelle).

<sup>8</sup> Le rebetico est un genre de musique populaire grecque apparue dans les années 1920, à la suite des vagues migratoires des populations, principalement grecques, expulsées d'Asie mineure.

<sup>9</sup> Environ 5 000 euros furent récoltés lors des actions spécifiques ou de plus large envergure, comme par exemple lors de la manifestation nationale du non-marchand du 24 novembre 2016 lorsque des participants ont suggéré de verser leur indemnité de grève à l'action de solidarité. En ce qui concerne les médicaments, ils n'ont pas été quantifiés avec précision, nous estimons le poids total de la récolte à environ 15 kilos.

## « Livrer » les médicaments

Dans un premier temps, il fut envisagé de collaborer avec une association française (Collectif solidarité France Grèce) et de lui confier les médicaments qui seraient livrés grâce à la caravane que l'association mettrait sur pied. Cependant, il s'avéra difficile d'être prêt à temps, d'autant plus que nous aurions dû aller jusqu'à l'une des villes « escales », le collectif ne pouvant ajouter Bruxelles à sa tournée. De plus, lors de la soirée de rencontre avec le docteur Vichas s'est développé le désir de voir comment ces dispensaires fonctionnaient. Très vite, l'idée a jailli de constituer une petite délégation qui porterait les médicaments et l'argent récolté sans passer par l'intermédiaire des versements bancaires (les banques avaient joué un rôle si négatif dans la question grecque!). La délégation fut constituée sur base d'un choix personnel, les frais étant totalement à charge des participants. C'est ainsi qu'outre des représentants de la CGSP se sont proposées des personnes extérieures : une jeune pharmacienne, une retraitée, un membre de « l'Initiative de solidarité avec la Grèce qui résiste » et un de « Friends of Elliniko ».

Le voyage fut fixé du 11 au 15 janvier 2017. Les médicaments ont été préparés (il a été nécessaire de procéder à un tri de vérification des dates de péremption). Le logement sur place et les rencontres ont été organisées par Yiorgos de « l'Initiative » et José de « Friends of Elliniko ». Nous avons découvert des personnes courageuses, donnant beaucoup de leur temps en dehors de leurs heures de travail pour servir les populations les plus défavorisées, des gens chaleureux avec qui nous avons aussi partagé des rencontres informelles, pleines de vie.

## Les rencontres sur place

La première visite fut consacrée au dispensaire d'Elliniko, fondé en décembre 2011. Ses locaux se situent dans un aéroport désaffecté de la banlieue d'Athènes. Ils sont mis à la disposition du dispensaire par la mairie qui paye aussi une partie de l'eau et de l'électricité. À l'époque de notre voyage, une incertitude pesait sur la possibilité de rester dans ces lieux, mais à présent la possibilité d'y demeurer leur a été confirmée. On y trouve une pharmacie, des salles de consultation et de soins, une salle d'attente. Toutes les personnes qui y travaillent (médecins, infirmiers, pharmaciens, etc.) sont des bénévoles qui viennent au dispensaire en dehors de leur propre travail. Ce fonctionnement se retrouve dans la cinquantaine de dispensaires qui existent aujourd'hui en Grèce.



DE HAUT EN BAS :

**Une école occupée par des réfugiés, en face de l'endroit où nous logions.** — En janvier 2017, quand nous arrivons à Athènes, des réfugiés occupent cette ancienne école et sont aidés par de nombreux habitants. Ils ont l'eau et l'électricité et ne sont pas chassés du bâtiment par la police. C'est aussi dans les dispensaires sociaux que ces réfugiés peuvent recevoir des soins, sinon ils n'auraient aucun accès à la santé.

**Rencontre avec le docteur Vichas.** — Son bureau sert aussi de salle de consultation. En face de lui, une journaliste allemande réalise une interview.

**Une partie des médicaments triés, prêts au départ dans les locaux de la CGSP.**

Mais qu'est-ce qui a motivé la création de telles structures à partir de 2008 ? Nous avons parlé du système de sécurité social grec plutôt jeune, il a été très rapidement mis à mal par les privilèges accordés au secteur privé qui s'est attribué ce qu'il y avait de plus rentable, laissant les acteurs publics face à des difficultés financières de plus en plus graves. De 2010 à 2015, le budget de la santé a été diminué de 60 %<sup>10</sup>. En 2016, le budget des hôpitaux publics a encore été diminué de 200 millions d'euros et on prévoit une diminution de 300 millions pour 2018. Les résultats de ces mesures sont catastrophiques. Ainsi par exemple, une loi de 2016 stipule que les personnes non assurées doivent néanmoins être reçues dans les établissements publics. Mais lorsque ces personnes, ayant théoriquement accès aux soins, vont vers les hôpitaux publics, elles ont un ticket modérateur à payer et elles recevront par la suite des factures. Si elles ne peuvent les acquitter, elles prennent le risque d'être incarcérées. C'est la prise en charge de ces personnes exclues des soins de santé qui rend si nécessaire l'existence des dispensaires sociaux.

Depuis notre voyage, une nouvelle loi de septembre 2017 pousse les gens à s'inscrire chez un médecin généraliste qui leur ferait un dossier médical électronique leur donnant accès aux hôpitaux publics. Mais dans les faits, si cette information se trouve sur le site du Ministère de la santé, la population n'en est pas vraiment informée. Quant aux professionnels, ils ne bénéficient d'aucune aide pour mettre le système en place. La situation ne s'améliorant donc pas, les dispensaires sont plus que jamais nécessaires.

Cependant, comme ne cesse de le répéter le docteur Vichas, la création des dispensaires n'est pas une fin en soi, ils ne sont pas destinés à perdurer, l'objectif doit rester de reconstruire un véritable système de santé public. Il est nécessaire d'inverser la tendance car :

1- Aucun système de santé n'est concevable, s'il n'est pas accessible à tous.

2- La santé n'est pas un domaine où l'on peut faire du business. Le système doit être financé par l'État. (Ce qui permet aussi d'éviter les risques de corruption.)

Cette prise de position est très importante et rejoint les objectifs mis en avant par la CGSP dans l'organisation de cette campagne de solidarité. Il est urgent de rappeler que les services publics sont « le patrimoine de ceux qui n'ont rien ». Trop souvent, la population ne réalise pas que si un secteur public est privatisé (c'est aussi valable pour l'enseignement, les transports en commun, etc.), l'accès à ce service sera de plus en plus cher pour les citoyens ; ce ne sera plus un service mais un bien qu'il faudra acheter, si toutefois on en a les moyens... Évidemment, la lutte est longue et difficile ! En attendant, sans les dispensaires, la population grecque ne pourrait plus se soigner et on est obligé de constater que malgré ces structures, l'état sanitaire en Grèce s'est fortement dégradé. Un exemple frappant est l'indicateur naissance/décès, il était positif jusqu'en 2010 mais il est devenu négatif à partir de 2011. Ce déficit, uniquement lié aux mesures d'austérité, est même extrêmement élevé pour un pays en paix. Plus de 2,5 millions de Grecs n'auraient plus d'assurance maladie<sup>11</sup>. On peut ajouter à cela une augmentation de la mortalité infantile, des infarctus, des dépressions et des maladies mentales. Situation qui annonce des conséquences à long terme.

Lors de la visite des locaux du dispensaire à Athènes, nous avons été particulièrement frappés par la capacité d'adapter le travail médical à des conditions loin d'être idéales. Le fonctionnement de la pharmacie, la gestion, l'accueil des patients, tout se fait avec ordre, calme et sérénité.



la pharmacie du dispensaire d'Elliniko.  
Sur la PHOTO DU HAUT, deux bénévoles.

<sup>10</sup> De façon très concrète, il n'y a pas de planification des fermetures et restrictions par rapport aux besoins de la population et des coupes budgétaires pures et simples ont lieu. Par exemple, dans certains hôpitaux, des unités de soins intensifs sont fermées ; dans d'autres, c'est du matériel de base qui manque : des draps par exemple.

<sup>11</sup> Helena SMITH, « 'Patients who should live are dying': Greece's public health meltdown », *The Guardian*, 1<sup>er</sup> janvier 2017, [En ligne] <https://www.theguardian.com/world/2017/jan/01/patients-dying-greece-public-health-meltdown>.

Par la suite, nous avons rencontré des camarades du syndicat EINAP (grand syndicat de médecins et de personnel hospitalier d'Athènes et du Pirée, comptant 9 000 adhérents individuels), qui eux aussi dénoncent le démantèlement des services offerts par la sécurité sociale, la fermeture d'hôpitaux publics, le licenciement de nombreux médecins. Cette situation a évidemment des conséquences très graves pour la population : opérations postposées, très longues attentes pour des chimiothérapies, etc. D'après ce syndicat, il manquerait 7 000 médecins et 30 000 autres membres du personnel soignant. Ici aussi, nous avons entendu la dénonciation des lois prises par le gouvernement SYRISA d'apparence positive, mais en réalité inapplicables.

Notre délégation a été aussi reçue par Panos Papadopoulos, directeur de Cabinet du ministre de la Santé (Andreas Xanthos), défendant la politique du gouvernement, mais obligé de reconnaître que les promesses n'avaient pas été tenues. Il a reconnu que les budgets et la fiscalité sont en réalité gérés par la Troïka (soit la CE, la BCE et le FMI), mais le directeur de Cabinet a assuré qu'ils essaient cependant, au sein du ministère, de faire face à la privatisation. Nous avons également rencontré un membre de l'opposition dénonçant le fait que la majorité a baissé les bras devant les ordres de l'Europe.

À la fin de notre voyage, Carine Rosteleur a pu s'exprimer à la radio publique ERT. Comparant la situation des secteurs des soins de santé en Grèce et en Belgique, elle est intervenue dans une émission animée, comme chaque semaine, par le docteur Vichas. Un apport réciproque qui renforce l'idée, qu'au sein de l'Europe, nous avons tous des expériences qu'il est important d'échanger.

### Les suites de l'action

Au retour en Belgique, nous avons tous voulu continuer ce type de campagne. Cependant, il a été très difficile de décider concrètement quelle suite lui donner. Nous sommes restés en contact avec le dispensaire d'Elliniko et avec les partenaires qui nous avaient suivis dans cette démarche.

Au mois d'octobre 2017, « Friends of Elliniko » a organisé une conférence à Bruxelles avec l'EESC (European Economic Social Committee) intitulée : « 7 years of austerity : lessons learned and next steps ». Parmi les invités : Giorgos Vichas et Elias Tsolakidis (fondateur de la pharmacie sociale et communautaire de Katerini), ainsi que des rapporteurs de l'EESC. Les exposés du Dr Vichas et du Dr Tsolakidis ont confirmé toutes les données que nous avons apprises lors de notre voyage et la conclusion apportée par Georges Dassis, président de l'EESC, nous a aussi confortés dans l'analyse critique que nous formulons à l'égard des politiques européennes. Comment accepter, après la triste réalité découverte sur place et décrite par G. Vichas et E. Tsolakidis, d'entendre répéter comme une litanie qu'il était malheureux que les Grecs aient pendant trop longtemps vécu au-dessus de leurs moyens ?

Hôpital Reine Fabiola, action du 15 juin 2017. Photographie : Marie France Deprez.



Personnellement, une chose me semble certaine, la solidarité avec la Grèce contenait en elle-même un caractère politique concret. Comme on l'a rappelé, la situation grecque est due aux politiques d'austérité européennes, notamment aux attaques contre les services publics, et ce type de politique a aussi des conséquences chez nous. Chaque action locale (par exemple, celle du 15 juin 2017 : la chaîne humaine organisée par le Comité CGSP-Brugmann devant l'hôpital Reine Fabiola contre les mesures d'économie de Maggie De Block et pour la sauvegarde des hôpitaux publics) comme chaque action nationale (par exemple, celle du 7 avril 2017, lors de la journée nationale de la santé, où syndicats, associations citoyennes, ONG, etc. ont organisé des manifestations, des actions et des rencontres contre la marchandisation de la santé) se font avec la volonté d'éduquer, de faire comprendre les causes de la situation et les raisons de défendre les services publics, notre bien commun. Depuis le voyage de janvier 2017, la situation s'est encore aggravée, en Grèce comme chez nous, et la délégation garde en tête la remarque du représentant de l'EINAP lorsqu'une participante lui décrivait la situation en Belgique et certaines décisions prises par M. De Block : « Ça a commencé comme ça chez nous ».

---

**Pour citer cet article**

Marie France Deprez, « Solidarité avec les dispensaires sociaux en Grèce », Analyse de l'IHOES, n° 181, 28 décembre 2017, [En ligne] [http://www.ihoes.be/PDF/IHOES\\_Analyse181.pdf](http://www.ihoes.be/PDF/IHOES_Analyse181.pdf).